REPUBLIQUE FRANÇAISE . Liberté, Egalité, Fraternité

Elections Législatives du 23 Novembre 1958

3me Circonscription : USSEL

JEAN DELPY

Conseiller Municipal d'Egletons

Candidat du **Parti Communiste Français**

Electeurs, Electrices,

Jean DELPY que nous présentons une nouvelle fois à vos suffrages, est bien connu de l'ensemble d'entre vous. Candidat en 1956, il a laissé dans toutes les communes où sa campagne le conduisit, le souvenir d'un homme intelligent et dynamique, d'un militant dévoué connaissant bien les difficultés des travailleurs.

Jean Delpy est inspecteur de l'Enregistrement à Egletons où il est estimé de la population qui l'a envoyé siéger au Conseil Municipal.

Militant syndicaliste, Jean Delpy a été élu membre du Conseil d'Administration de la Caisse Primaire de Sécurité Sociale de la Corrèze.

Sous l'occupation, le jeune étudiant Delpy, ne peut supporter que son pays subisse la domination et alors que d'autres se vautrent dans la boue de la collaboration, il commence son activité résistante qui l'amène au maquis d'où il sort lieutenant F.F.I. à la Libération.

Il reprend la vie civile et après quelques années passées dans l'enseignement il entre dans l'administration de l'Enregistrement.

Ce passé de militant, est une garantie pour vous, qui voulez voir réaliser un programme conforme à vos désirs, qui voulez le progrès et la paix.

Jean Delpy est le candidat de l'avenir. Face aux tripatouillages de ses adversaires, il est le candidat de l'honnêteté, le candidat d'un avenir de progrès de la Haute-Corrèze, le défenseur éclairé de la classe ouvrière et de la paysannerie laborieuse.

La Fédération du P.C.F.

Citoyennes, Citoyens,

Le programme que je vous propose et pour la réalisation duquel je travaillerai, c'est celui du Parti Communiste.

QUE CONSTATONS-NOUS, APRES LES MULTIPLES PROMESSES NON TENUES ?

Que le coût de la vie ne cesse d'augmenter, que la crise économique menace, que réductions d'horaire et début de chômage frappent déjà les travailleurs.

En Algérie, la guerre s'éternise.

Le Parti Communiste Français considère que la domination des capitalistes est la cause profonde de la misère, du colonialisme et de la guerre, et que la seule solution complète de ces problèmes, c'est le Socialisme.

Par la socialisation des grands moyens de production et d'échange, le Socialisme met fin à l'exploitation du travail d'autrui; il supprime pour toujours les causes des crises économiques et des guerres; il donne à l'humanité la complète jouissance des richesses de la nature, du travail et de la science. Il est l'avenir de la société humaine.

Cependant, il est possible, dès maintenant, de réaliser une politique répondant aux exigences des travailleurs et de la nation.

Depuis dix ans, la production par ouvrier a augmenté de 40 p. cent, apportant au grand patronat des profits fabuleux. Le grand capital peut donc payer les frais d'une politique de progrès social.

Depuis dix ans, de l'Indochine à l'Algérie, les guerres coloniales ont ruiné le budget de la France et empêché tout progrès.

Par la négociation, la guerre en Algérie peut finir. Certes, la Constitution adoptée le 28 septembre a diminué considérablement le rôle de la prochaine Assemblée Nationale. Le système électoral a pour but de réduire la représentation des travailleurs manuels et intellectuels de la ville et de la campagne. Il sera donc plus difficile que par le passé de défendre au Parlement les revendications de la population laborieuse.

Pour dresser un barrage efficace à l'avance des forces réactionnaires, pour réduire les effets d'un pouvoir dictatorial, pour défendre pied à pied les intérêts des petits contre les gros, pour jeter les bases du regroupement indispensable de tous les Républicains, il est nécessaire de voter en masse pour assurer la présence d'un groupe communiste important à l'Assemblée Nationale.

Les députés communistes s'appuieront constamment sur la volonté populaire exprimée par les organisations et groupements ouvriers et démocratiques.

Tout en poursuivant son action pour la révision démocratique de la Constitution par le peuple souverain, le Parti Communiste considère qu'il est possible de réaliser le programme de justice sociale et de salut national suivant :

Sciences Po / fonds CEVIPOF

1°) **RELEVEMENT DU NIVEAU DE VIE DES MASSES POPULAIRES** par l'augmentation des salaires, traitements, retraites, pensions, des prestations familiales, car il y a un excédent de recettes de 70 milliards par an qui devrait aller aux familles.

Retour à la semaine de 40 heures sans diminution de salaire, creation d'une véritable assurance chômage, aux frais du patronat. Aide aux petits et moyens paysans, ainsi qu'à l'artisanat, au petit commerce et à la petite entreprise menacés par les monopoles.

2°) **PAIX EN ALGERIE** par la négociation avec ceux contre qui la France se bat, et établir avec l'Algérie, comme avec tous les peuples coloniaux — y compris la Guinée — des rapports nouveaux fondés sur l'indépendance, l'égalité des droits et avantages mutuels.

3°) **POLITIQUE EXTERIEURE D'INDEPENDANCE FRANÇAISE ET DE PAIX** fondée sur la coopération pacifique avec tous les peuples sans exclusives, l'arrêt des expériences atomiques, de la remilitarisation de l'Allemagne et de la course aux armements.

4°) **REDUCTION MASSIVE DES DEPENSES MILITAIRES ET REFORME DEMOCRATIQUE DE L'IMPOT** frappant le grand capital et les profiteurs de guerre, afin :

- de donner à l'industrie et à l'agriculture, à la technique, à la recherche scientifique et à la culture les moyens nécessaires à la grandeur française;
- de donner aux familles et à l'enfance des logements à des prix accessibles et tout ce qui permet d'assurer la santé physique et morale.

5°) **GARANTIE DE L'AVENIR DE LA JEUNESSE** par la réforme démocratique et laïque de l'enseignement, la création des emplois nécessaires à la jeune génération, des équipements sportifs, l'aide aux jeunes et futurs ménages.

6°) **RESTAURATION DE LA REPUBLIQUE ET CONSTRUCTION D'UNE DEMOCRATIE RENOVEE** :

- par l'abrogation des ordonnances prises en violation de l'article 66 de la nouvelle Constitution;
- par la défense et l'élargissement des libertés démocratiques, liberté d'opinion, libertés syndicales, libertés de la presse et de réunion;
- par le contrôle du peuple sur ses élus;
- par une large autonomie communale et départementale. Car il n'y a pas de grandeur française possible sans une véritable démocratie.

La réalisation de ce programme est une des conditions du développement économique du département.

Sa réalisation répondait aux soucis par exemple de ces ouvriers de Montupet à Ussel qui ont vu la semaine ramenée de 48 h. à 40 h., de ceux des Tanneries de Bort qui ne font que 40 h., du bâtiment où sont effectués de nombreux licenciements.

Une politique de paix permettrait une politique de prix agricoles rémunérateurs pour les petits paysans, alors que les prix du bétail sur pied baissent sans profit pour les consommateurs. Cette politique permettrait de satisfaire aux revendications des prisonniers de guerre et anciens combattants et résistants. L'avènement d'une politique de paix et de progrès social, permettrait la construction de logements à Ussel et dans les autres chef-lieux de canton. Elle permettrait l'implantation d'usines nouvelles, de pâte à papier par exemple, afin de retenir nos populations au pays.

De ce point de vue, un milliard a été englouti inutilement dans les travaux de la ligne de Bort et les promesses de l'E.D.F. assuraient pourtant que si la ligne ne se faisait pas, des crédits seraient affectés pour installer des usines nouvelles dans la région de Bort, Ussel, Eygurande.

Cinq autres candidats se présentent au premier tour à vos suffrages. Ils ne vont pas manquer de vous faire de grandes promesses et de vous dire que si ça va mal aujourd'hui, ça ira mieux demain, oubliant de situer les responsabilités.

Par delà la diversité de leurs étiquettes politiques et malgré les apparences, ils sont tous complices, ils approuvent ou se réclament tous des hommes, groupements ou formations qui ont contribué à la poursuite de la politique qui nous a conduits à la situation actuelle.

Il faut œuvrer pour une politique conforme à vos aspirations, aux intérêts de la Nation qui n'est pas une poignée de privilégiés, mais le peuple. Pour cela il faut à l'Assemblée Nationale de nombreux députés communistes et pour leur donner une autorité plus grande, leur accorder des millions de voix.

Il faut aussi barrer la route à la réaction et réaliser l'union des forces de gauche, des travailleurs, pour faire échec au capital.



Pour l'avenir de la France,
Pour de meilleures conditions de vie et la paix en Algérie,
Pour défendre les libertés,
Pour la victoire du travail sur les forces réactionnaires appuyées par l'argent,
Pour le développement de la Haute-Corrèze,

LE 23 NOVEMBRE, VOTEZ

JEAN DELPY

Conseiller Municipal d'Egletons

Imp. Laravoir - Tulle

Sciences Po / fonds CEVIPOF